

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P)

Acheteur public :

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
(CNAM)**

Accord-cadre n°AC.2025.2096

Objet de l'accord-cadre :

**TRAVAUX D'AMENAGEMENTS ELECTRIQUES EN « COURANTS FORTS » ET « COURANTS FAIBLES » POUR
LE SITE PARISIEN DE LA CNAM**

La procédure utilisée est la suivante :

**Marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 1° et R. 2123-1 1°
du Code de la commande publique.**

SOMMAIRE

ARTICLE.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE.2. PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE.3. VARIANTES ET OPTIONS.....	4
ARTICLE.4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE.5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE.6. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE.7. ADJONCTION ET RETRAIT DE SITE DU PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE.8. ETABLISSEMENT DES COMMANDES.....	5
8.1. ÉTABLISSEMENT DES DEVIS.....	5
8.2. BONS DE COMMANDES.....	6
8.3. ÉMISSION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	7
8.4. DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE ET MARCHES SUBSEQUENTS	7
8.5. CLAUSE DE SUIVI D'EXECUTION BUDGETAIRE	7
ARTICLE.9. RETENUE DE GARANTIE	7
9.1. CONDITION GENERALES.....	8
9.2. SUBSTITUTION DE GARANTIE	8
9.3. REMBOURSEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE.10. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	9
10.1. MAITRISE D'OUVRAGE	9
10.2. MAITRISE D'ŒUVRE	9
10.3. BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE.....	9
ARTICLE.11. MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	9
ARTICLE.12. COORDINATION ENTRE LES SOUS-TRAITANTS	9
ARTICLE.13. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE.....	9
13.1. FICHES D'OPERATIONS STANDARDISEES D'ECONOMIE D'ENERGIE IDENTIFIEES PAR LA CNAM	9
13.2. CESSION DU DROIT A RECLAMATION DES CEE AU BENEFICE DU TITULAIRE	10
ARTICLE.14. PRESTATIONS ATTENDUES	10
ARTICLE.15. MODALITES D'EXECUTION.....	10
15.1. TRANSPORT, LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES EQUIPEMENTS	10
15.2. PERIODE D'INTERVENTION ET PRISE DE POSSESSION DES LOCAUX.....	10
15.3. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER, NETTOYAGE ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	11
15.4. INTERVENTION SUR SITE EN EXPLOITATION – GENE AU VOISINAGE.....	11
15.5. PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT	11
ARTICLE.16. RECEPTION DES PRESTATIONS	12
16.1. ESSAIS, REGLAGES ET VERIFICATIONS.....	12
16.2. OPERATIONS PREALABLES A LA DECISION DE RECEPTION	12
16.3. RECEPTION DES PRESTATIONS SANS RESERVE.....	12
16.4. RECEPTION DES PRESTATIONS AVEC RESERVES	12
<input type="checkbox"/> <i>Non-exécution de certaines prestations prévues à l'accord-cadre</i>	<i>12</i>
<input type="checkbox"/> <i>Imperfections et malfaçons.....</i>	<i>13</i>
16.5. REJET DES PRESTATIONS	13
16.6. DECISION DE REFACTION	13
ARTICLE.17. GARANTIES CONTRACTUELLES	13
17.1. PRESCRIPTIONS GENERALES.....	13
17.2. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	14
17.3. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	14
17.4. PROLONGATION DU DELAI DE GARANTIE.....	14
17.5. GARANTIES PARTICULIERES	14
17.6. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	14
ARTICLE.18. PRIX.....	15
18.1. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	15
18.2. MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	15
18.3. REVISION DES PRIX	15
18.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE	16
18.5. COEFFICIENT DE REVENTE DES FOURNITURES HORS BPU	16
ARTICLE.19. CLAUSE DE REEXAMEN	16
19.1. GENERALITES.....	16
19.2. CHAMPS D'APPLICATION DES MODIFICATIONS	17
19.3. NATURE DES MODIFICATIONS	17
19.4. CONDITIONS DE MISES EN ŒUVRE DES MODIFICATIONS	17

ARTICLE.20. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	17
ARTICLE.21. PENALITES	17
21.1. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
21.2. PENALITES POUR RETARD DANS L'EMISSION DES DEVIS	18
21.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE ET A L'HYGIENE DU CHANTIER	18
21.4. PENALITES POUR NON-REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER, NETTOYAGE ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	18
21.5. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS NECESSAIRES AU PRONONCE DE LA LEVEE DES RESERVES	18
21.6. PENALITE POUR NON FOURNITURE DES LIVRABLES OU NON RENSEIGNEMENT DES DOCUMENTS PRESCRITS PAR LE CCTP OU LE CCAP (HORS DOE)	18
21.7. PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DU DOE.....	18
21.8. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	19
21.9. CUMUL DE PENALITES.....	19
ARTICLE.22. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	19
22.1. AVANCE.....	19
22.2. PERIODICITE DE REGLEMENT.....	19
22.3. ACOMPTES.....	19
22.4. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES	19
22.5. MENTIONS DEVANT FIGURER SUR LES FACTURES.....	20
22.6. MODALITES DE REGLEMENT	20
ARTICLE.23. SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE.24. CESSIION DE L'ACCORD-CADRE	21
ARTICLE.25. ASSURANCE ET RESPONSABILITE	21
25.1. ASSURANCE.....	21
25.2. RESPONSABILITE	21
ARTICLE.26. CONFIDENTIALITE	22
26.1. CONFIDENTIALITE – DEFINITION.....	22
26.2. PROPRIETE DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES	22
26.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	22
26.4. DOMMAGES & INTERETS EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PRESENTE CLAUSE.....	22
26.5. LIMITES DE RESPONSABILITE	22
ARTICLE.27. RESILIATION	23
ARTICLE.28. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	23
ARTICLE.29. LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	23
ARTICLE.30. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	24

ARTICLE.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux d'aménagement courants forts (CFO) et courants faibles (CFA) pour les sites parisiens de la CNAM.

ARTICLE.2. PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire en application de l'article L. 2125-1 1° du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-4 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 343 000,00 € H.T.

L'accord-cadre donnera lieu à l'émission de bons de commande et le cas échéant de marchés subséquents en application des articles R. 2162-2, R. 2162-3, R. 2162-13 et R. 2162-14 et R. 2162-7 à R. 2162-9 du Code de la commande publique.

ARTICLE.3. VARIANTES ET OPTIONS

L'accord-cadre ne comporte pas de variante imposée. Les variantes libres sont interdites.

L'accord-cadre comporte une option sur sa durée définie ci-après.

ARTICLE.4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est d'une durée ferme d'un (1) an.

La date d'exécution de l'accord-cadre est le jour de sa notification au Titulaire.

En application des dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est reconductible tacitement à l'échéance de la période biennale ferme, par période d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans (48 mois). Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

La CNAM se réserve le droit de ne pas procéder à la reconduction tacite de l'accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire de l'accord-cadre est informé par écrit de l'intention du représentant de la CNAM de ne pas reconduire l'accord-cadre au moins trois (3) mois avant la date d'échéance de chaque période. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE.5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
 - Annexe 1 AE : Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe :
 - Annexe 1 : Plan de masse du Frontalis
 - Annexe 2 : Fiche Opération Standardisée n° BAT-EQ-127 Luminaire d'éclairage général à modules LED.
 - Annexe 3 – Trame DOE CNAM
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ;
- Les bons de commande et marchés subséquents émis dans le cadre de l'accord-cadre ;
- Les éventuelles modifications à l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1^{er} avril 2021. (*Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe au marché, est réputée parfaitement connue des parties.*) ;
- Le mémoire technique du Titulaire.

ARTICLE.6. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées au siège parisien de la CNAM :

<p>Caisse Nationale de l'Assurance Maladie 50, avenue du Professeur André Lemierre 76986 Paris CEDEX 20</p>
--

Les modalités d'adjonction et de retrait de sites du périmètre des prestations sont prévus dans les pièces contractuelles.

ARTICLE.7. ADJONCTION ET RETRAIT DE SITE DU PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La liste des locaux objets des prestations peut faire l'objet de modifications en cours d'exécution de l'accord-cadre, selon les besoins, par retrait ou adjonction de locaux. Les sites pouvant être ajoutés se situent en région parisienne.

L'adjonction et le retrait de site sont effectués par décision de la CNAM sans que la passation préalable d'un avenant ne soit nécessaire.

Préalablement à tout ajout de site, une visite préalable est organisée par la CNAM avec le Titulaire.

ARTICLE.8. ETABLISSEMENT DES COMMANDES

8.1. Etablissement des devis

8.1.1. Emission des devis

Avant toute réalisation de prestations à bons de commande ou par marchés subséquents, le Titulaire doit établir un devis.

Le Titulaire s'engage à remettre à la CNAM un devis dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande de la CNAM. Les demandes de devis sont effectuées par téléphone et/ou par tout échange dématérialisé permettant de donner date certaine à l'envoi.

La CNAM se réserve le droit de refuser le devis proposé, d'en demander un nouveau, ou de l'accepter en émettant un bon de commande ou un marché subséquent.

En cas de refus, le Titulaire a cinq (5) jours pour présenter une nouvelle version du devis en tenant compte des indications ayant entraîné le rejet initial. En cas de nouveau rejet, le Titulaire peut se voir appliquer des pénalités de retard.

8.1.2. Contenu des devis

Les devis produits par le Titulaire précisent les éléments suivants :

Généralités :

- La référence de l'accord-cadre,
- L'objet et le descriptif de la prestation,
- Les coordonnées de l'expéditeur,
- Les coordonnées du destinataire et du demandeur,
- Le numéro de l'Ordre de Travail issu de la GMAO (numéro transmis par la CNAM),
- L'appel éventuel à d'autres corps d'état ou sous-traitant,
- La réalisation en milieu occupé ou non,
- Le délai d'exécution de la prestation à compter de la réception du bon de commande (les dates d'exécution et délais peuvent être imposés par la CNAM),
- Toutes les sujétions particulières de conditions d'exécution dont le Titulaire a connaissances en qualité de sachant technique professionnel (conditions particulières d'exécution, délai d'approvisionnement, équivalence au produit demandée par la CNAM, nuisance particulière, etc.).

Pour la part de fourniture :

- La marque, la référence, le type, la désignation,
- La localisation,
- L'unité,
- La quantité,

- Le numéro de prix du BPU,
- Le prix unitaire en € HT, TVA en € et son taux et en TTC,
- Le prix total en € HT, TVA en € et son taux et en TTC.

Pour la part de main-d'œuvre :

- La qualification de/des intervenant(s),
- L'unité,
- La quantité de main d'œuvre déployée par qualification,
- Le numéro de prix du BPU,
- Le coût horaire en € HT, TVA en € et son taux et TTC,
- Le coût total en € HT, TVA en € et son taux et TTC.

Une fois le devis accepté par la CNAM, il est procédé à l'émission d'un bon de commande ou d'un marché subséquent. Les conditions d'émission respectives pour ces deux modalités sont les suivantes :

8.2. Bons de commandes

8.2.1. Emission des bons de commandes

Les prestations sont déclenchées par émission d'un bon de commande sur la base des éléments tarifaires figurant dans l'annexe financière B.P.U à l'acte d'engagement, selon les besoins de la CNAM.

Chaque bon de commande détermine l'étendue et la consistance des prestations à exécuter.

Les bons de commandes sont notifiés au Titulaire avant le début d'exécution par tout moyen permettant de donner date certaine à l'envoi que celui-ci soit physique ou dématérialisé. Les bons de commande sont impérativement signés par la personne représentant la CNAM préalablement à leur communication.

Lorsque le Titulaire estime que la prescription d'un bon de commande appelle des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la CNAM dans un délai de cinq (5) jours à compter de sa réception (l'accusé de réception de la télécopie par le Titulaire faisant foi pour faire démarrer le délai).

Le bon de commande doit préciser notamment :

- La référence de l'accord-cadre,
- La nature de la prestation,
- La date d'exécution,
- La durée de la prestation,
- Le lieu de réalisation de la prestation,
- Le montant total du bon de commande HT, le taux et le montant de la TVA et le montant total du bon de commande TTC.

Le Titulaire doit accuser réception des bons de commande, par tout moyen permettant de donner date certaine.

Aucune prestation n'est rémunérée :

- Si elle n'a pas fait l'objet d'une commande,
- Si cette commande n'émane pas directement de la CNAM.

En cas de non-exécution d'un bon de commande, il est fait application des pénalités de retard prévues à l'article correspondant du présent CCAP.

8.2.2. Modifications en cours d'exécution

La CNAM peut prescrire au Titulaire des modifications relatives aux prestations à exécuter en cours de réalisation et adresse un bon de commande rectificatif. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(s) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

Pour chaque commande, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par la CNAM et notifié, par tout moyen (télécopie, mail, lettre recommandée avec accusé de réception), au Titulaire, dans le respect d'un préavis de 5 jours ouvrés, sans que cette décision nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant devant être facturé. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

8.3. Emission des marchés subséquents

8.3.1. Nature des prestations objet des marchés subséquents

Des marchés subséquents peuvent être émis exceptionnellement par la CNAM pour la réalisation de prestations complémentaires non prévues dans l'annexe financière BPU à l'acte d'engagement.

Lors de la survenance du besoin exprimé par la CNAM, le Titulaire effectue un chiffrage des prestations demandées suite à une demande de devis conformément aux dispositions de l'article 8.1 du présent CCAP.

Etant précisé que le montant cumulé des prestations exceptionnelles commandées ne doit pas excéder 15% du montant maximal de l'accord-cadre.

8.3.2. Formalisation des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont passés sur la base des devis du Titulaire, approuvés expressément par la CNAM et confirmés par l'émission d'un bon de commande afférent, conformément aux conditions fixées à l'article 8.2 du présent CCAP.

8.4. Durée d'exécution des bons de commande et marchés subséquents

Les bons de commande et marchés subséquents émis par la CNAM et notifiés au Titulaire comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées.

Les bons de commandes et marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au terme de l'accord-cadre.

En tout état de cause, la durée maximale d'exécution d'un bon de commande ou d'un marché subséquent ne peut excéder de plus de six (6) mois le terme de l'accord-cadre.

8.5. Clause de suivi d'exécution budgétaire

Le Titulaire est tenu d'assurer un suivi budgétaire des dépenses tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire tient un état récapitulatif des dépenses engagées et des dépenses réalisées, ventilé par poste et par nature de prestation (prestations et fournitures prévues au BPU, prestations et fournitures hors BPU, sous-traitance, etc.).

Le Titulaire transmet à l'acheteur public un rapport de suivi budgétaire semestrielle. Ce rapport fait apparaître notamment :

- Le montant cumulé des dépenses engagées et réglées,
- La part relative des dépenses hors Bordereau des Prix Unitaires (BPU), accompagnée d'un détail justificatif des postes concernés,

Le titulaire en informe sans délai l'acheteur public en cas de dépassement prévisible des seuils maximums définis dans les pièces particulières.

L'acheteur public se réserve le droit de demander à tout moment toute pièce justificative nécessaire à la vérification du suivi budgétaire.

ARTICLE.9. RETENUE DE GARANTIE¹

Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement aux opérations de réhabilitation ou de réaménagement.

¹ La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux actées dans un procès-verbal ainsi que les désordres déclarés pendant la durée de garantie de parfait achèvement, sous réserve que ces désordres n'aient pas eu un caractère apparent au moment des opérations de réception ou que les conséquences de ces désordres n'étaient pas identifiables au moment de la réception

9.1. Condition générales

Conformément aux articles L 2197-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % (ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13) sur le montant HT de chaque bon de commande.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", ou par une caution personnelle et solidaire².

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine³.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

La garantie doit être constituée **au plus tard au moment de la demande de paiement du premier acompte ou du règlement du premier bon de commande**.

À défaut de production de la garantie, une **retenue de garantie** d'un montant équivalent est appliquée par la CNAM sur les paiements dus au Titulaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

9.2. Substitution de garantie

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le maître de l'ouvrage ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie ou cette caution sont constituées pour un montant identiques à celui d'une retenue de garantie.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de cette garantie.

9.3. Remboursement de la Retenue de Garantie

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un (1) mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un (1) mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un (1) mois au plus tard après la date de leur levée.

² Le montant de la garantie à première demande, ou de la caution personnelle et solidaire, ne peut être supérieur à celui de la garantie qu'elles remplacent. Leur objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elles remplacent.

³ Dans tous les cas, l'acheteur public peut récuser l'organisme qui apporte sa garantie.

ARTICLE.10. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

10.1. Maîtrise d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage (MOA) de l'accord-cadre est la CNAM, conformément aux articles L. 2411-1.1° et L. 2421-1 du Code de la commande publique :

Maître d'ouvrage
Caisse nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) 50, avenue du Professeur André Lemierre 75986 Paris Cedex 20

10.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est internalisée.

10.3. Bureau de contrôle technique

En cas de travaux soumis à un contrôle technique, le Titulaire doit collaborer avec le bureau de contrôle.

ARTICLE.11. MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le Titulaire doit se soumettre à la coordination CSPS pour certaines opérations.

Le coordinateur (CSPS) assure la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, prévue par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et définie par les décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003, aux fins de contribuer à prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ou travailleurs indépendants.

Le cas échéant, en cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le CSPS prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Tout différend entre le Titulaire et le CSPS est soumis au Maître d'ouvrage.

ARTICLE.12. COORDINATION ENTRE LES SOUS-TRAITANTS

Le Titulaire a l'obligation d'assurer la coordination entre tous ses sous-traitants s'il décide de recourir à la sous-traitance prévue à l'article 21 du présent CCAP.

Un chef de chantier doit être désigné. Celui-ci est en permanence sur place lors des travaux assurés par les sous-traitants du Titulaire.

Les coûts liés à la coordination sont inclus dans la rémunération du Titulaire.

ARTICLE.13. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE

La CNAM peut bénéficier du dispositif des CEE introduit par la loi n° 2005-781 de « Programmation fixant les Orientations de la Politique Energétique » du 13 juillet 2005 et publiée au JO n° 247 du 22 octobre 2005.

A ce titre, le Titulaire accompagne et conseille la CNAM afin de lui faire bénéficier de ce dispositif dans le cadre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

13.1. Fiches d'opérations standardisées d'économie d'énergie identifiées par la CNAM

Dans le cadre du présent accord-cadre, la CNAM a identifié une fiche d'opération standardisée d'économie d'énergie ouvrant droit à la réclamation de CEE⁴.

La fiche d'opération standardisée identifiée par la CNAM est la suivante :

⁴ Arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, modifié pour la dernière fois par l'arrêté du 18 décembre 2020.

- Opération n° BAT-EQ-127 Luminaire d'éclairage général à modules LED

Le Titulaire peut compléter l'opération identifiée par la CNAM.

13.2. Cession du droit à réclamation des CEE au bénéfice du Titulaire

Le cas échéant, la CNAM cède ses droits à réclamation des CEE au bénéfice du Titulaire après mise en place d'un accord préalable entre les parties.

ARTICLE.14. PRESTATIONS ATTENDUES

Le détail des prestations attendues figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE.15. MODALITES D'EXECUTION

Le personnel employé par le Titulaire doit avoir la ou les qualifications requises répondant à la nature des ouvrages qui sont lui confiés. Le Titulaire assure un encadrement suffisant en fonction de l'importance des travaux et des risques résultant de leur exécution.

15.1. Transport, livraison, installation et mise en service des équipements

Le transport, la livraison, l'installation et la mise en service sont effectués par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à livrer, installer et effectuer la mise en service des équipements incluant les essais, au plus tard à la date figurant dans les bons de commande.

Le Titulaire doit utiliser les équipements adaptés pour procéder à l'installation et à l'enlèvement de son matériel.

En outre le Titulaire à sa charge la fourniture, le transport à pied d'œuvre, le montage, le réglage, les branchements et essais de tout le matériel à installer.

Le Titulaire présente, avant travaux, une liste des différents appareils en précisant les éléments suivants : marque, type, référence, caractéristiques techniques.

15.2. Période d'intervention et prise de possession des locaux

Les horaires normaux de travail sont du lundi au samedi de 7h00 à 19h00.

Pour les essais, ces derniers doivent être réalisés pendant les horaires mentionnés ci-dessus.

Toutefois, le Titulaire a la possibilité de poursuivre l'exécution de ses travaux en dehors de ces plages (sauf le dimanche) sur demande préalable pour accord de la CNAM.

Pour des besoins ponctuels de travail hors horaires ci-dessus, le Titulaire informe la CNAM au minimum deux (2) jours à l'avance et idéalement cinq (5) jours à l'avance en précisant la nature de son intervention.

Il est précisé que :

- Les heures ouvrées s'entendent du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 ;
- Les horaires décalés envisageables pour les travaux avec nuisances des chantiers : de 6h00 à 7h30 et de 18h30 à 21h00 du lundi au vendredi ;
- Les interventions sont possibles le samedi 9 heures consécutives sur un créneau horaire de 6h00 à 21h00 au choix de l'entreprise.

Il n'est normalement pas souhaité l'exécution de travaux de nuit de 21h00 à 6h00 ou le weekend hors le samedi comme spécifié ci-dessus.

Le Titulaire prend possession des locaux dans l'état où ils se trouvent. Eventuellement, il peut formuler des réserves si elles s'avèrent nécessaires.

La circulation sur les voies d'accès doit rester libre pendant toute la durée du chantier.

La signalisation et la protection des zones de chantier sont à la charge du Titulaire, qui, par conséquent, est tenu pour responsable de tout incident et accident survenant du fait d'un défaut de signalisation.

15.3. Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux

Le Titulaire doit maintenir l'ensemble du chantier dans un état de propreté conforme à l'exploitation du site.

A la fin des travaux, le Titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier.

Toutes les précautions sont prises par le Titulaire pour la protection de tous les ouvrages jusqu'à leur réception.

En tout état de cause, l'organisation des travaux doit tenir compte de la conservation des alimentations électriques du bâtiment ou parties du bâtiment en exploitation ou occupées durant les périodes d'intervention.

En cas de salissures, le Titulaire doit procéder immédiatement au nettoyage.

En cas de détérioration aux voies d'accès, ouvrages existants ou aux parties communes, la remise en état est exécutée par une entreprise choisie par la CNAM aux frais du Titulaire.

15.4. Intervention sur site en exploitation – gêne au voisinage

Les travaux étant réalisés sur un site en exploitation, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour ne pas en perturber le fonctionnement.

Le Titulaire veille à ce que soient prises toutes précautions pour limiter dans la mesure du possible, la gêne occasionnée au voisinage du bâtiment (accès, bruits, vibrations, projections, etc).

15.5. Prescriptions relatives à l'environnement

Le Titulaire ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants s'attache à minimiser l'impact de son chantier sur l'environnement, et particulièrement dans les domaines suivants :

- La gestion des déchets de chantier ;
- La réduction des nuisances environnementales générées par le chantier ;
- La consommation d'énergie et d'eau sur le chantier ;
- **La production et la transmission au Maître d'Ouvrage des bordereaux de suivi des déchets.**

• Gestion des déchets :

Par des méthodes d'enlèvements adaptés, le Titulaire doit s'attacher à réduire la nocivité de ses déchets, et ceci en vue de préserver non seulement la santé de ses personnels, mais aussi l'environnement. Il porte son attention sur les modalités de tri des déchets, leur recyclage, leur valorisation et leur traitement en filière locale. Il s'assure de la traçabilité de ses déchets jusqu'à l'éliminateur final.

• Réduction des nuisances environnementales générées par le chantier :

Le Titulaire doit s'attacher, autant que possible à :

- Utiliser des produits et matières éco-labellisés ;
- Sensibiliser et informer ses personnels aux bonnes pratiques environnementales et la réduction des bruits de chantier.

Le Titulaire met en œuvre les moyens nécessaires permettant de limiter les impacts sur l'eau, le sol et l'air, notamment :

- De retenir les produits susceptibles de souiller ou de polluer le sol et l'eau ;
- De maîtriser ses consommations d'eau ;
- Doit limiter les émissions de poussières et d'odeurs pendant le déroulement du chantier.

• Mesures pour économiser l'énergie et l'eau sur le ou les chantiers :

Afin de limiter les consommations d'énergie et d'eau du chantier, le Titulaire doit s'attacher à :

- Organiser le chantier afin de permettre des économies d'énergie et d'eau ;
- Choisir les équipements adéquats pour réaliser les économies d'énergie et d'eau :
 - o Mettre en œuvre des équipements peu consommateurs en privilégiant ceux ayant une puissance active grande ou un cosinus phi proche de 1,
 - o Assurer l'éclairage provisoire du chantier avec des lampes basse consommation,

- Equiper les alimentations électriques d'un système de coupure contrôlé par horloge,
- Utiliser des luminaires dotés de détecteurs de présence et de sondes de luminosité ;
- Monitorer les consommations lors du chantier :
 - Définir des objectifs de consommations d'énergie et d'eau préalablement à la mise en place du chantier ;
 - Equiper de compteurs d'énergie et d'eau les engins les plus consommateurs ;
 - Etablir un schéma de comptage pour aider au relevé des différentes consommations d'énergie et d'eau ;
 - Sensibiliser les travailleurs par une communication des consommations sur le chantier.

La CNAM se réserve le droit de demander au Titulaire, à tout moment, de justifier des mesures prises dans le cadre des prescriptions relatives à l'environnement.

ARTICLE.16. RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception des prestations est réalisée dans les conditions détaillées ci-dessous **pour chaque ensemble d'opérations faisant l'objet d'un bon de commande ou d'un marché subséquent.**

16.1. Essais, réglages et vérifications

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les divers essais et vérifications doivent être réalisés par le Titulaire conformément aux dispositions du CCTP.

16.2. Opérations préalables à la décision de réception

Le Titulaire avise les représentants qualifiés de la CNAM, par écrit ou par courriel, de la date à laquelle il estime que les prestations de travaux, d'installation et de mise en service ont été achevées où le seront.

Après avoir été informé, la CNAM procède à la convocation du Titulaire afin de procéder aux opérations préalables à la décision de réception, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'avis susmentionné.

Les opérations préalables à la décision de réception sont réalisées conformément aux stipulations du CCTP.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le ou les représentants de la CNAM en charge du suivi d'exécution et signé par les parties. En cas de refus de signature par le Titulaire, il en est fait mention.

Un exemplaire du procès-verbal est remis au Titulaire.

16.3. Réception des prestations sans réserve

Dans un délai de cinq (5) jours suivant la rédaction du procès-verbal relatif aux opérations préalables à la décision de réception et une fois que l'ensemble des documents réglementaires sont concluants (sans observations), la CNAM prononce, le cas échéant, la réception des prestations sans réserve.

La bonne exécution des prestations est matérialisée par un procès-verbal de réception établi par le ou les représentants de la CNAM en charge du suivi d'exécution. Ce document est signé conjointement par les parties à l'accord-cadre.

16.4. Réception des prestations avec réserves

• Non-exécution de certaines prestations prévues à l'accord-cadre

S'il apparaît que certaines prestations prévues n'ont pas été exécutées, la CNAM peut décider de prononcer la réception avec réserves.

Le Titulaire s'engage alors à exécuter les prestations manquantes dans un délai fixé par le ou les représentants qualifiés de la CNAM. En l'absence d'un tel délai, ce délai est d'une durée ne pouvant excéder un (1) mois calendaire.

Aucun paiement supplémentaire ne peut être demandé à la CNAM par le Titulaire.

La constatation de l'exécution de ces prestations manquantes donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de réception dans les mêmes conditions que celles prévues au présent CCAP.

- **Imperfections et malfaçons**

Si des imperfections et malfaçons ont été constatées lors des opérations préalables à la décision de réception, la CNAM peut décider de prononcer la réception avec réserves.

Le Titulaire s'engage alors à remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le ou les représentants qualifiés de la CNAM. En l'absence d'un tel délai, ce délai est d'une durée ne pouvant excéder un (1) mois calendaire.

Aucun paiement supplémentaire ne peut être demandé à la CNAM par le Titulaire.

La constatation de l'exécution de ces prestations manquantes donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de réception dans les mêmes conditions que celles prévues au présent CCAP.

16.5. Rejet des prestations

En cas de rejet total des prestations réalisées par le Titulaire, la décision de la CNAM est motivée et communiquée au Titulaire dans un délai de cinq (5) jours par lettre recommandée avec accusé de réception. Un procès-verbal de rejet est établi et le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour présenter ses observations. Ce procès-verbal de rejet fixe le délai à l'issue duquel le Titulaire doit représenter son travail.

Le Titulaire s'engage alors à représenter son travail conformément à l'ensemble des prescriptions figurant à l'accord-cadre dans le délai fixé par le ou les représentants qualifiés de la CNAM. Il n'existe pas de délai « par défaut » en cas de rejet total des prestations.

Aucun paiement supplémentaire ne peut être demandé à la CNAM par le Titulaire.

La constatation de l'exécution de ces prestations donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de réception dans les mêmes conditions que celles prévues au présent CCAP.

16.6. Décision de réfaction

Lorsque la CNAM estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux prescriptions de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, elle peut les réceptionner avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision de réfaction est motivée et est notifiée au Titulaire après que ce dernier ait présenté ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de réfaction pour les présenter.

ARTICLE.17. GARANTIES CONTRACTUELLES

Par dérogation aux dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes relatives à la garantie s'appliquent.

17.1. Prescriptions générales

Le Titulaire garantit d'une façon formelle la parfaite réalisation de l'installation, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements et décrets en vigueur à la signature du marché. Il est tenu d'apporter à son installation toutes les modifications qui seraient exigées par les représentants qualifiés de la CNAM afin de mettre son installation en conformité avec les exigences du CCTP. Les frais résultant de ces modifications sont à sa charge.

Le Titulaire est tenu de remplacer à ses frais toute pièce défectueuse ou présentant un vice de montage ou de construction ou une usure anormale pendant la période de garantie de bon fonctionnement de deux (2) ans, et ce à compter de la date de réception.

Le Titulaire n'est pas responsable des bris ou de fonctionnement défectueux d'appareils, qui seraient consécutifs à un mauvais usage ou un mauvais entretien de l'acheteur public, à condition toutefois que ce dernier ait reçu toutes les instructions nécessaires du Titulaire.

La garantie est totale et porte aussi bien sur la partie matérielle que la partie main d'œuvre.

Enfin, le Titulaire garantit les conditions de bon fonctionnement du matériel qu'il installe, compte tenu des conditions techniques, physiques et climatiques du site.

Le matériel tel qu'il est spécifié doit donner le maximum de sécurité pour un service continu de 24 heures par jour et de 365 jours par an.

La responsabilité du Titulaire couvre également, et dans les mêmes conditions, toutes les prestations qu'il soustraite.

Le Titulaire s'engage à remplacer, réparer ou modifier à ses frais, toutes pièces, éléments reconnus défectueux de conception, de matériaux ou de construction, pendant la durée des garanties présentées ci-après.

Le point de départ de la période de garantie est la date d'effet de la réception des prestations.

17.2. Garantie de parfait achèvement

La durée de cette garantie est fixée à douze (12) mois à dater de la réception définitive des prestations conformément à l'article 44.1 du CCAG-travaux.

Pendant ce délai, le Titulaire est tenu à une obligation dite « de parfait achèvement » au titre duquel il doit :

- Exécuter les prestations manquantes dans les mêmes conditions que celles prévues par l'article 15 du présent CCAP ;
- Remédier à tous les désordres signalés par la CNAM et de telle sorte que les ouvrages soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Les dépenses correspondantes aux travaux et prestations complémentaires prescrits par la CNAM ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées ci-dessus ne font l'objet d'aucun paiement supplémentaire si ces déficiences sont imputables au Titulaire.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de cette garantie, le Titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles.

17.3. Garantie de bon fonctionnement

La durée de cette garantie est fixée à vingt-quatre (24) mois à dater de la réception définitive desdites prestations.

Pendant ce délai et au titre de cette garantie, le Titulaire doit réparer ou remplacer tous les éléments d'équipement défectueux.

Le Titulaire doit remédier à tous les désordres signalés par la CNAM et de telle sorte que les équipements soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Les dépenses correspondantes aux travaux et prestations complémentaires prescrits par la CNAM ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées ci-dessus ne feront l'objet d'aucun paiement supplémentaire si ces déficiences sont imputables au Titulaire.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le Titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières.

17.4. Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncées dans le présent article ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG Travaux, le délai de garantie peut être prolongé par décision de la CNAM jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations du 6 de l'article 41 du CCAG Travaux.

17.5. Garanties particulières

Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que, pour certains équipements ou certaines catégories de travaux, des garanties particulières s'étendant au-delà du délai de garantie fixé au présent article.

L'existence de ces garanties particulières n'a pas pour effet de retarder la libération des sûretés au-delà de l'expiration du délai de garantie.

17.6. Défaillance du Titulaire

En cas d'interruption des prestations incombant au Titulaire, la CNAM est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du Titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer la bonne exécution des prestations de l'accord-cadre.

La CNAM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

ARTICLE.18. PRIX

18.1. Forme et contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables.

Ils sont exprimés en euros (€), HT et TTC, avec indication du taux de TVA applicable.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix s'entendent pour des ouvrages courants réalisés dans des conditions normales d'exécution et pendant les horaires normaux suivants : du lundi au samedi de 7h00 à 19h00.

Sont compris dans l'ensemble des prix du TITULAIRE, qu'ils soient de fourniture ou de main d'œuvre :

- La fourniture, la façon, le déplacement et la pose y compris l'ajustement de tous les ouvrages fournis,
- Les dispositifs de signalisation, d'éclairage et échafaudage si nécessaires, tels qu'ils sont imposés par la réglementation en vigueur,
- Les frais d'assurances et d'accidents,
- Les protections et le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux ainsi que l'enlèvement de tous les déchets et gravats résultant des travaux.
- Le libre choix de la CNAM dans les coloris proposés dans la gamme du produit
- L'ensemble des frais liés aux sujétions de poses, raccords, jonctions et finitions des procédés, matériaux ou produits concernés,
- L'ensemble des frais induits de conseil et information, de mise à disposition du responsable de marché dans les locaux pour ses besoins (chiffrages, réunions, contrôle de chantier, réceptions, etc.),
- L'ensemble des frais d'approvisionnement à pieds d'œuvre des matériels, des outils, des produits et matériaux, de protection des ouvrages existants, de repliement, d'enlèvement des déchets et traitement des déchets, de nettoyage en cours et en fin de chantier,
- L'ensemble des frais de production des documents techniques, commerciales et de sécurités, d'établissement des DOE,
- L'ensemble des frais liés aux sujétions nécessaires à l'exécution et au parfait achèvement des prestations et toutes les prescriptions décrites au CCTP et les règles de l'art/normes/DTU applicables.

Les prix sont établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord-cadre à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Les prix sont établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord-cadre à l'expiration du délai de garantie de bon fonctionnement de chaque ouvrage réceptionné.

Conformément à l'article 15 du présent CCAP, les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du Titulaire.

Conformément à l'article 16 du présent CCAP, tous les travaux et prestations nécessaires pour assurer le parfait achèvement et le bon fonctionnement des ouvrages sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation des prestations.

La TVA applicable est celle en vigueur à la date de facturation.

Le Titulaire ne peut arguer d'imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

18.2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois d'établissement des prix.

18.3. Révision des prix

Le Titulaire et la CNAM ont la faculté de procéder à la révision des prix selon la méthode décrite ci-dessous.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

La demande de révision des prix doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs. Elle doit être transmise au plus tard dans les deux (2) mois suivant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir renoncé à la révision des prix.

17.3.1. Révision des prix de la main d'œuvre

Les prix unitaires relatifs à la main d'œuvre figurant au présent accord-cadre sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application des formules de révision ci-dessous :

$$P = P_o (0,15 + 0,85 \frac{IPC}{IPC_o})$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

IPC = indice INSEE identifiant 496225 – Prix moyens à la consommation en métropole – travaux d'électricité (heure de main d'œuvre, TTC) publié par l'INSEE lors de la révision

P_o = Prix initial

IPC_o = indice INSEE identifiant 496225 – Prix moyens à la consommation en métropole – travaux d'électricité (heure de main d'œuvre, TTC) publié par l'INSEE lors du mois de la notification

17.3.2. Révision des prix des fournitures

Les prix unitaires relatifs à la main d'œuvre figurant au présent accord-cadre sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application des formules de révision ci-dessous :

$$P = P_o (0,15 + 0,85 \frac{BT47}{BT47_o})$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial

BT47 = indice INSEE identifiant 01710979 – Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 publié par l'INSEE lors de la révision

BT47_o = indice INSEE identifiant 01710979 – Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 publié par l'INSEE lors du mois de la notification

18.4. Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix du BPU soumis à révision dans les conditions de l'article 17.3 est **limitée à 5% à la hausse**, au-delà de cette augmentation, La CNAM se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

18.5. Coefficient de revente des fournitures hors BPU

Les fournitures hors BPU faisant l'objet d'un marché subséquent sont payées à prix de factures authentiques établies à prix licites, hors taxes, après application de la remise consentie par le fournisseur et majorées du coefficient de revente maximal indiqué ci-dessous :

- Coefficient de revente maximal: 1.15

Le candidat peut s'engager sur un coefficient de revente moindre qu'il renseigne dans l'annexe financière. A défaut, c'est le coefficient maximal prévu au présent article qui s'applique.

La CNAM se réserve la faculté de demander une copie de la facture des équipements produite par le fournisseur du Titulaire.

ARTICLE.19. CLAUSE DE REEXAMEN

19.1. Généralités

Par l'intermédiaire de la présente clause de réexamen stipulée en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les parties au marché public peuvent le modifier en vue de l'adapter au regard de l'évolution des besoins du pouvoir adjudicateur et/ou du contexte économique.

19.2. Champs d'application des modifications

Les modifications visées par la présente clause de réexamen sont les suivantes :

- Ajouter des prestations non prévues initialement ou en cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de prestations non prévues initialement ;
- En cas de hausse significative des prix des matières premières nécessaires à la bonne exécution des prestations prescrites dans les pièces particulières du marché et pouvant conduire à des difficultés d'exécution de la part du titulaire ;

19.3. Nature des modifications

Par l'intermédiaire de la présente clause de réexamen, les parties au marché public peuvent modifier les prescriptions techniques et financières figurant dans les pièces particulières de la consultation.

19.4. Conditions de mises en œuvre des modifications

Les modifications visées par la présente clause de réexamen font l'objet d'un avenant ayant pour but d'engager les modifications sollicitées.

La mise en œuvre de la clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire.

ARTICLE.20. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française ;
- En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la CNAM, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas de non remise desdits documents, la CNAM peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, l'accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire concerné.

ARTICLE.21. PENALITES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, la CNAM se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes. L'article 21 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 19.2 du CCAG Travaux relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 €.

Par dérogation à l'article 19.1 .1 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du retard ou du manquement du titulaire par le maître d'œuvre ou l'acheteur.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

La CNAM peut résilier celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois, sans indemnités en cas d'application de six (6) pénalités sur une période de six (6) mois calendaires.

Les pénalités sont déduites, par la CNAM, des paiements dues au titre des factures présentées par le Titulaire.

La CNAM conserve son pouvoir de modulation des pénalités.

21.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Le Titulaire encourt, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des prestations une pénalité forfaitaire de 100 €, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Par « retard dans l'achèvement des prestations », les parties entendent qu'il s'agit du nombre de jours calendaires de différence entre la date de réception des prestations prévue par le planning d'exécution et la date de réception effective.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

L'application de cette pénalité ne fait pas obstacle aux dispositions prévues par l'article 15 « Réception des prestations » du présent CCAP.

21.2. Pénalités pour retard dans l'émission des devis

Le Titulaire encourt, par jour calendaire à compter du rejet du devis émis suite à un premier rejet, une pénalité forfaitaire de 100 €, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

La pénalité est applicable dès le jour du rejet du devis rejeté suite à un premier rejet.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

21.3. Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène du chantier

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène sur le chantier, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par infraction constatée. Les prescriptions seront communiquées préalablement à chaque chantier.

21.4. Pénalités pour non-repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux

En cas de retard constaté dans le délai d'exécution du repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux prévu dans le planning d'exécution de chaque bon de commande il encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

21.5. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations nécessaires au prononcé de la levée des réserves

Le Titulaire encourt, par jour de calendaire de retard, dans l'exécution des prestations nécessaires au prononcé de la levée des réserves une pénalité forfaitaire de 100 €, chaque jour calendaire non ouvré, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

21.6. Pénalité pour non fourniture des livrables ou non renseignement des documents prescrits par le CCTP ou le CCAP (hors DOE)

Le Titulaire encourt par jour calendaire de retard en cas de non fourniture d'un ou plusieurs livrables ou de non renseignement d'un ou plusieurs documents prescrits par le CCTP ou le CCAP (hors DOE) une pénalité forfaitaire de 100€, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

21.7. Pénalités pour retard dans la remise du DOE

Le Titulaire encourt, par jour calendaire de retard dans la remise du DOE, une pénalité de 15€, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Par retard dans la remise du DOE, les parties entendent qu'il s'agit du nombre de jours calendaires de différence entre la date à laquelle le DOE aurait dû être remis (voir en ce sens l'article correspondant du CCTP) et sa date de remise effective.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

21.8. Pénalités pour travail dissimulé

En cas de travail dissimulé, en application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, la CNAM, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte à la CNAM la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € par jour ouvré de retard.

En outre, la CNAM se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou l'accord-cadre sera résilié sans indemnités aux frais et risques du Titulaire.

21.9. Cumul de pénalités

Les pénalités ci-avant définies sont cumulables.

ARTICLE.22. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

22.1. Avance

Il est fait application des dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du Code de la commande publique.

22.2. Périodicité de règlement

Chaque bon de commande ou marché subséquent donne lieu à l'établissement d'une facture une fois la (les) prestation(s) terminée(s).

Les prestations font l'objet d'un paiement à terme échu après constatation du service fait et après leur bonne réception, conformément à l'article 15 du présent CCAP.

22.3. Acomptes

Le Titulaire bénéficie du versement d'un acompte, par rapport au bon de commande concerné, pour toute prestation dont le délai de réalisation est supérieur à trois (3) mois.

La périodicité de versement des acomptes est mensuelle, pour autant que les prestations aient donné lieu à un commencement d'exécution en application des articles R. 2191-22 et L. 2191-4 du Code de la commande publique.

L'acompte ne doit en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le versement de l'acompte implique la présentation de toute pièce, demandée par la CNAM, justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées. De plus, afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le Titulaire produit un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui est vérifié et accepté par la CNAM.

La CNAM, qui est chargée de la passation des bons de commande, contrôle l'exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes.

La totalité des acomptes ne peut dépasser 80% du montant total de la prestation commandée, en rapport avec le bon de commande considéré. Le montant des acomptes est diminué du montant éventuel de l'avance mentionnée à l'article 20.1 du présent CCAP.

Le retard ou le défaut de versement de l'acompte n'autorise pas le Titulaire à arrêter l'exécution de ses prestations.

Le règlement de tout acompte dû au Titulaire n'ayant pas le caractère d'un paiement définitif, ce dernier en reste débiteur jusqu'à la décision de réception de la prestation concernée.

Le solde du montant sera versé par la CNAM sur présentation d'une facture accompagnée du procès-verbal de réception prévu au présent accord-cadre et signé par parties.

22.4. Modalités de transmission des factures

En application des dispositions des articles L. 2192-1 et suivants, D. 2192-1 et suivants, R. 2192-3 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail

public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, la CNAM informe le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invite à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CNAM informe le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invite à adresser une facture dûment rectifiée via le portail.

Ainsi, le Titulaire doit, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifie la CNAM en tant que destinataire de la facture : 18003502402369 ;
- Le code service qui permet de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE ;

A défaut de numéro de commande, il convient de mentionner le numéro de l'accord-cadre tel qu'il figure sur l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier la prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire peut consulter:

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

22.5. Mentions devant figurer sur les factures

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les indications suivantes, conformes à l'accord-cadre :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Nom et adresse du destinataire ;
- Le numéro du présent accord-cadre ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- La date d'émission de la facture ;
- Les prestations effectuées ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

22.6. Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CNAM se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CNAM règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CNAM des prestations dans les conditions prévues à l'article 15 du présent accord-cadre.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CNAM en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire : les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

ARTICLE.23. SOUS-TRAITANCE

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues par le Code de la commande publique, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations objet du présent accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à six cents (600) € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la CNAM.

Le Titulaire en question s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent accord-cadre. Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis de la CNAM des prestations sous-traitées.

La CNAM se réserve le droit de sanctionner toute sous-traitance occulte par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

ARTICLE.24. CESSION DE L'ACCORD-CADRE

Le Titulaire ne peut céder le présent accord-cadre sans un accord préalablement écrit de la CNAM. Il doit informer la CNAM de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire doit informer la CNAM dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise Titulaire à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

La cession de l'accord-cadre ne peut être acceptée par la CNAM si elle est jugée irrégulière.

La CNAM peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion-absorption notamment, lorsque l'activité assurant les prestations objet du présent accord-cadre est reprise par un repreneur qui présente au moins les mêmes compétences et garanties aux yeux de la CNAM et qui accepte les termes et conditions du présent accord-cadre.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par la CNAM, l'accord-cadre fera l'objet d'une modification par avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire. Dès le jour d'effet de la cession et sans formalité supplémentaire, tous les documents en la possession du Titulaire concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre devront être remis à la CNAM.

ARTICLE.25. ASSURANCE ET RESPONSABILITE

25.1. Assurance

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CNAM et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNAM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

25.2. Responsabilité

La police d'assurance couvre tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux.

Le Titulaire garantit la CNAM contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de son personnel lors des interventions et affectant les matériels et les locaux où ils sont exploités, notamment en cas de dommages aux biens et aux personnes.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, confirmé par expertise, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement sinistré ou à le remplacer en supportant la charge. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

Si le délai proposé, pour la répartition et le remplacement de l'équipement concerné, n'est pas compatible avec les

nécessités du service public et si des solutions temporaires acceptables ne peuvent être trouvées, le présent accord-cadre est résilié de plein droit à la date du sinistre.

ARTICLE.26. CONFIDENTIALITE

26.1. Confidentialité – Définition

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre :

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

26.2. Propriété des informations confidentielles

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CNAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CNAM en faveur du Titulaire.

26.3. Obligations du Titulaire

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre :

- Se conformer au règlement intérieur du site de la CNAM ;
- Ne pas faire pénétrer des personnes non autorisées dans les locaux du site ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés et ce quel que soit les moyens employés (interdiction de filmer et de photographier par exemple) à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CNAM et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- Procéder à la destruction, en fin d'accord-cadre, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

26.4. Dommages & intérêts en cas de non-respect de la présente clause

La CNAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect, par le Titulaire, de ses engagements au titre des présentes, la CNAM se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

26.5. Limites de responsabilité

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;

- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il doit le notifier à la CNAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire doit demander que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

Le Titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire, s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents sans autorisation écrite de la CNAM pendant et après l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE.27. RESILIATION

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

Outre les cas de résiliation décrits au chapitre 7 du CCAG-Travaux et au présent accord-cadre, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Si les prestations se révélaient insuffisantes ou non conformes aux stipulations du présent accord-cadre ;
- Si un bon de commande ou un marché subséquent n'est pas exécuté ;
- En cas de défaut de régularisation de la situation fiscale et sociale ;
- En cas de non-respect de la loi sur la lutte contre le travail dissimulé ;

De plus, la CNAM se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre à tout moment avec un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation par la CNAM pour motifs d'intérêt général, le Titulaire pourra demander à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial H.T. estimé, diminué du montant H.T. non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2%.

D'autre part, en cas d'inexactitude de documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire, la CNAM se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre au frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

La résiliation de l'accord-cadre pour faute du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

ARTICLE.28. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents et factures doivent être rédigés en français.

ARTICLE.29. LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différend avec la CNAM est celle exposée au seul chapitre 8 du

CCAG-Travaux.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces difficultés, avant de saisir un tribunal. En cas de persistance du différend, la CNAM et/ou le Titulaire peut recourir soit à une transaction, conformément aux articles L. 2197-5 du Code de la commande publique et 2044 du Code civil.

En cas d'échec de la conciliation amiable, le tribunal compétent pour traiter les litiges nés de l'exécution du présent accord-cadre est :

Tribunal administratif de Paris

sis au 7, rue de JOUY, F-75181 Paris cedex 04

Site internet : <http://www.ta-paris.juradm.fr>

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Tél. : 01 44 59 44 00

Fax : 01 44 59 46 46

ARTICLE.30. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG-Travaux
5	4.1
16	44
20	19
25.1	5.1
26	Chapitre 7
26	50.4
29	1

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-Travaux, il est spécifié qu'en cas d'une quelconque omission à la liste ci-dessus, la disposition dérogatoire non listé ne sera pas réputées non écrite dès lors quelle apparaîtrait suffisamment claire et précise dans les clauses du marché public.